Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 19 au 25 septembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations États-Unis/Mexique

Les États-Unis et le Mexique ont signé un accord, mettant fin aux mesures américaines anti-dumping sur les exportations de tomates mexicaines (taxes à 17,5%). En contrepartie, les autorités étatsuniennes effectueront des contrôles de qualité sur 92% des exportations à la frontière, tandis que les prix de référence des tomates seront revus à la hausse.

Le gouvernement et le secteur privé mexicain restent confiants sur une ratification prochaine de l'USMCA, malgré la procédure de destitution à l'encontre de D. Trump initiée le 24 septembre. La présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, a notamment demandé aux membres du Congrès de poursuivre les travaux sur la ratification de l'USMCA. Jesús Seade, Vice-Ministre pour l'Amérique du Nord du Ministère des Affaires étrangères mexicain, a quant à lui maintenu qu'il espérait que le traité soit ratifié dans les prochaines semaines malgré les bouleversements politiques.

Les hommes d'affaires mexicains voient davantage l'USMCA comme facteur d'amélioration de l'économie que leurs homologues des États-Unis et du Canada. Ce constat résulte d'une enquête réalisée par la société TMF Group auprès de 1 500 entrepreneurs dans les trois pays révélant que 88% des Mexicains estiment que, grâce à l'accord commercial, les échanges et investissements augmenteront au Mexique, contre 60% des Canadiens et 56% des Américains.

Selon les experts, le budget 2020 prévu pour mettre en conformité le droit du travail mexicain aux dispositions de l'USMCA (25 M USD) est insuffisant. En effet, pour se conformer aux prérequis de l'USMCA le Mexique doit installer 20 tribunaux du travail ainsi que des centres fédéraux de conciliation et de registre du travail.

Économie

Les économistes mexicains prévoient désormais un consensus de croissance à 0,4 % pour 2019, soit une baisse de -0,1 point de base par rapport au mois dernier, selon la banque Citibanamex.

L'économie mexicaine a enregistré une baisse de l'indicateur global d'activité économique de 0,6% (g.a.) en juillet, affectée par la baisse de l'industrie, notamment dans la construction (-9,1% g.a.). Il s'agit de la plus forte baisse de l'indicateur global d'activité économique (IGAE) en près de 10 ans (depuis novembre 2009).

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé, pour la deuxième fois de l'année et consécutivement, le taux d'intérêt de 25 points de base, à 7,75%. Cette baisse s'inscrit dans un contexte où l'inflation se situe dans la fourchette cible de la Banque du Mexique de 3% +/- un point de pourcentage. Au cours de la première quinzaine de septembre, il était de 2,99% par an, son plus bas niveau en 3 ans.

Les ventes au détail sont restées atones (0,0 %) en juillet, après une baisse de 0,6 % g.a. réels en juin. Les ventes de gros ont diminué de 0,2 % g.a. Les économistes estiment que la tendance pourrait se poursuivre, en lien avec la décélération économique en cours, et notamment avec la baisse des créations d'emploi.

L'insécurité et la criminalité ont coûté aux ménages mexicains un total de 14,6 Mds USD (286 Mds MXN) en 2018 soit 1,5% du PIB, selon l'INEGI. Ce coût comprend à la fois l'impact économique d'avoir été victime de délits (pour 61%) ainsi que les dépenses encourues pour lutter contre la criminalité (pour 39%) représentant 329 USD (6 468 MXN) par personne affectée. Ce coût total de l'insécurité et de la criminalité a baissé de 8,9% par rapport à 2017.

Les vols de marchandises durant la phase de transport se poursuivent, malgré le programme « Routes Sûres » lancé par le Gouvernement, selon F. Cervantes, Président de la Confédération des chambres industrielles mexicaines (Concamin). Selon l'association des assureurs mexicains (AMIS), 11 800 unités de transport ont été attaquées entre juin 2018 et juin 2019, soit une croissance de 9,5 % g.a. Les couloirs les plus vulnérables sont ceux du Veracruz et de Puebla.

Les transferts de fonds des migrants (remesas) atteindront 35,6 Mds USD, soit 2,8% du PIB, en 2019 selon BBVA (+5,3 % vs. 2018) et 37,2 Mds USD en 2020. Les remesas représentent une source plus importante de devises que le

tourisme ou l'exportation d'hydrocarbure brut. Le Mexique se maintient parmi les principaux récepteurs de *remesas* du monde en volume, derrière l'Inde, la Chine et les Philippines.

A la fin du deuxième trimestre 2019, les fonds de pension (*Afores*) ont enregistré une collecte positive de 4 Mds USD (84 Mds MXN) soit une augmentation de 19% g.a. en termes réels. Les contributions des travailleurs affiliés à l'organisme de sécurité sociale (IMSS) ont atteint 2,6 Mds USD, en hausse de 22%. Le marché des fonds de pension reste cependant très concentré puisque quatre des dix *afores* détiennent 81% des actifs.

Le ministre du tourisme mexicain a conclu sa visite en Chine sur plusieurs engagements : développer les connexions aériennes entre les deux pays (plus de routes ; plus de fréquence) ; flexibiliser le processus d'obtention de visas et l'apprentissage du mandarin pour former les entreprises du secteur touristiques. La Chine accroît sa présence sur le marché touristique mexicain : 14^{ème} pays d'origine, le nombre de touristes chinois a augmenté de 23,3 % avec 96 500 touristes entre janvier et juillet. Toutefois, la Chine ne représente que 0,8 % du nombre total de touristes. La France occupe la 8^{ème} place (3^{ème} européen derrière le Royaume-Unis et l'Espagne) avec 186 000 touristes, soit 1,6 % du total.

Après une forte baisse de 18,2% entre mi-août 2018 et mi-août 2019, les marchés boursiers mexicains accumulent 5 semaines de croissance : depuis l'atteinte du point bas à 38 500 points à la mi-août, le principal indice boursier mexicain (BMV) a crû de 12,9 % (+4,6 % depuis le début de l'année).

A une semaine du lancement officiel de la plate-forme de paiement numérique CoDi, prévue le 30 septembre, la plupart des banques (33) sont déjà certifiées pour utiliser cette technologie. Cette plateforme devrait permettre aux utilisateurs d'effectuer et de recevoir gratuitement paiements et prestations sociales à partir de leur téléphone portable avec la technologie QR. Cette plateforme vise à accroître la bancarisation au Mexique et à réduire l'utilisation de l'argent liquide.

Finances publiques

Le ministère des finances a proposé plusieurs amendements aux lois régissant les régimes fiscaux afin de combattre la fraude à la TVA en recourant à l'outsourcing. Ces amendements prévoient que les entreprises pratiquant l'outsourcing devront calculer, retenir et fournir les sommes dues au titre de la TVA aux autorités fiscales. Selon les experts, le régime fiscal actuel permet à certaines entreprises pratiquant l'outsourcing d'échapper au règlement de la TVA.

Projet de Loi de Finances 2020

Le projet de budget pour 2020 ne permet pas d'atteindre les 4 % de croissance promis par AMLO pour la fin de mandat, selon S. Chertorivski, Président du Conseil Consultatif Citoyen – Pensons au Mexique, un think-tank mexicain. Afin d'y parvenir, il serait nécessaire d'accroître les investissements dans les infrastructures (2,6 % du PIB prévus pour 2020 – le plus faible ratio depuis 1926 selon lui), d'accroître les budgets octroyés aux ministères ayant connu des coupes budgétaires récurrentes sur la dernière décennie (environnement, santé, éducation, agriculture) et d'initier une discussion sur une réforme fiscale de fond.

Le projet de budget prévoit l'obligation pour les comptables et conseillers fiscaux de déclarer les projets et stratégies financières de leurs clients aux autorités fiscales (SAT) et au ministère des finances. La mesure a été très critiquée par G. de Hoyos, président de la confédération patronale mexicaine (COPARMEX), qualifiant la mesure d'« inquisition fiscale », violant les principes du secret professionnel et le droit à l'intimité.

Pour l'année 2020, le ministère des finances estime la collecte de revenus au titre de la taxe spéciale sur la production et les services (IEPS) prélevée sur les ventes d'essence et de diesel à 16 Mds USD (342 Mds MXN), soit une hausse de 23% par rapport à 2019. La collecte de cette taxe représente 66% des revenus obtenus par les IEPS (taxe également appliquée aux ventes d'alcool, de tabac et de boissons gazeuses) et 10% des recettes fiscales de l'État pour 2020. Certains experts estiment cette hausse optimiste car le Gouvernement a confirmé que le prix du carburant n'augmentera pas et selon les dernières données diffusées par PEMEX, la consommation n'a augmenté que de 6% entre 2018 et 2019.

160 M USD (3,2 Mds MXN) seront dédiés à la réhabilitation des 60 km de voies de chemin de fer de l'isthme de Tehuantepec en 2020, selon le Directeur général du Couloir Interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec (entreprise détenue majoritairement par le ministère des communications et des transports). Le projet vise à moderniser les voies et les ports reliés par ce couloir entre le Golfe du Mexique et l'océan pacifique. Dix parcs industriels devraient par ailleurs être installés sur le trajet, et l'isthme pourrait devenir une zone franche à régime fiscal avantageux.

Bosco de la Vega, président du Conseil national agricole (CNA), demande au Gouvernement de revoir à la hausse le budget du ministère de l'agriculture et du développement rural (SADER) qui connaît une baisse de 32% par

rapport à 2019. Par ailleurs, le CNA envisage de renforcer l'internationalisation de la filière agroalimentaire en diversifiant les marchés d'exportation. Depuis 2015, le Mexique est un exportateur net de produits agroalimentaires. Les exportations de ce secteur devraient atteindre 38 Mds USD en 2019, soit une hausse de 8,5% par rapport à 2018.

Dans son budget pour 2020, le ministère des finances prévoit d'allouer 144 Mds USD aux dépenses sociales (+2,8% par rapport au budget 2019). Cette dépense représente 10,8% du PIB, soit une augmentation de 0,3 point par rapport à 2019. Elle absorbera 63,6% de toutes les dépenses programmables et 46,2% du total des dépenses nettes en 2020.

PEMEX

Sur les sept premiers mois de l'année 2019, les importations d'essence dans le pays ont diminué de 12% en volume et de 6,7% g.a. en valeur pour atteindre 10 Mds USD. Cette baisse des importations n'est cependant pas le résultat d'une augmentation de la production nationale : sur la période, la production nationale d'essence reste 7,5% inférieure à 2018 avec une moyenne de raffinement de 200 000 barils par jour. Cette baisse des importations est donc la conséquence d'une baisse de la demande de 6,3% g.a.

PEMEX a conclu son rachat de titres de dette pour 5 Mds USD à échéances entre janvier 2020 et septembre 2023, selon le Ministère des Finances. PEMEX a utilisé les fonds fournis par le Gouvernement dans le cadre de la recapitalisation de l'entreprise. Le rachat permet de réduire « significativement » sa dette en USD, mettant à disposition plus de liquidité à l'entreprise sur la période.

La Commission Nationale des Hydrocarbures (CNH) a approuvé des plans prévoyant des activités d'exploration sur quatre ans d'un montant d'investissement total de 296 M USD venant à la fois d'entreprises privées (pour 196 M USD) et de PEMEX (pour 100 M USD). Il a notamment été approuvé un plan d'exploration entre Total et PEMEX pour lequel le Consortium estime investir 92 M USD, dont 60 M USD pour le forage d'un premier puit en 2021.

Entreprises et grands contrats

Banorte – 2^{ème} banque commerciale au Mexique et 1^{ère} banque mexicaine sur le marché – a signé les Principes bancaires responsables de l'ONU. 130 grandes banques ont signé ces Principes, qui prévoient d'aligner stratégiquement leurs *business models* sur les objectifs de développement durable et sur l'Accord de Paris. Citi, BBVA et Santander, significativement présentes au Mexique, ont également signé ces principes.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 25/09/2019
Bourse (IPC)	-0,01%	-13,3%	43 014
Taux de change USD/Peso	+0,8%	+4,1%	19,56 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,3%	-1,9%	21,46 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-7,1%	-18%	59,15 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Selon le dernier rapport de *Transparency International*, la majorité de la population du Panama et du Honduras estime que la corruption dans les institutions gouvernementales a augmenté au cours des douze derniers mois (respectivement 56% et 54% de la population). Dans les autres pays de la région, presque la moitié des habitants juge également que la situation s'est dégradée : 49% au Costa Rica, 46% au Guatemala et 45% au Salvador.

L'agence de notation Moody's a réévalué la notation de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) de « A1 » à « Aa3 » en faisant valoir le faible risque international à long terme. Cette décision résulte de la diversification et du renforcement des actionnaires de la Banque, notamment à travers la finalisation du processus d'intégration de la République de Corée qui deviendra ainsi le second partenaire extrarégional avec la plus forte prise de participation (9,2% du capital de la Banque). Par ailleurs, cela vient récompenser la solidité des indicateurs en termes de liquidité et adéquation du capital.

Le réseau électrique centraméricain aurait besoin de 200 M USD pour mettre un terme aux coupures d'électricité régionales récurrentes. Une faille dans le réseau électrique hondurien a provoqué une coupure d'électricité sur presque 40% du territoire couvert par le réseau centraméricain (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et

Panama). Pour rappel, les six pays ont signé en 1996 le traité cadre du marché électrique d'Amérique centrale, avant de mettre en œuvre pleinement la ligne de Système d'Interconnexion Electrique pour les Pays d'Amérique Centrale (SIEPAC) en 2014, un projet de 500 MUSD et de 1 800 kms.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

La Banque centrale a baissé son taux directeur pour la cinquième fois de l'année, passant de 4% à 3,75%. La Banque centrale justifie son choix par les incertitudes liées à la croissance économique mondiale et par le ralentissement de la croissance économique au Costa Rica.

Une nouvelle voie maritime entre le Costa Rica et la Chine a été réalisée par APM Terminals, avec l'ouverture d'un service direct à Shanghai par le Terminal de Conteneurs de Moin.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Suite à sa visite au Mexique la semaine dernière, le président élu du Guatemala a déclaré que le Mexique ferait don de 30 M USD au Guatemala en 2020, avec pour objectif de planter et conserver les forêts dans la zone frontalière. Cette aide s'inscrit dans le cadre du Plan de Développement Intégral (PDI) qui réunit le Mexique et le Triangle Nord afin de traiter les causes structurelles des migrations dans la région. Le futur président guatémaltèque a expliqué qu'ainsi, des milliers d'emplois seraient créés sur plus de 1 200 kilomètres de frontière commune entre les deux pays. Il a également déclaré que, dans l'histoire du Guatemala, « il n'y aura pas de meilleures relations qu'entre le nouveau gouvernement qu'il dirige et le président López Obrador ».

Au premier semestre 2019, le Guatemala a accueilli environ 1,3 million de touristes, soit une augmentation de +7% par rapport à la même période en 2018. Le tourisme régional constitue toujours la principale source de ce développement : les touristes provenant d'Amérique centrale ont augmenté de 11% et représentent, à présent, presque 60% de l'ensemble des touristes du Guatemala. 61% des touristes étrangers rentrent sur le territoire national par voie terrestre.

La moitié de la population guatémaltèque en âge de travailler serait entrepreneur, selon l'étude du Centro de Emprendimiento Kirzner de l'Université Francisco Marroquín (UFM). Cela représenterait environ 2,2 millions de Guatémaltèques. La majorité de ces initiatives requièrent un capital initial inférieur à 1 300 USD. Elles génèrent peu de revenus et peu d'emplois. Par ailleurs, 6 entrepreneurs sur 10 ont recours au secteur informel.

Le Guatemala interdit les plastiques à usage unique en se laissant deux ans pour réaliser cette transition. Sont concernés les articles de polystyrène, les pailles, les couverts et récipients en plastique, etc. Le président Morales a présenté cette mesure devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette mesure n'a pas reçu un accueil favorable du secteur privé qui craint un impact négatif sur l'économie nationale (suppression de 19 000 postes) ni du président élu, qui estime qu'une telle mesure ne pouvait se prendre par un Gouvernement sortant.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

D'après l'Asociación Hondureña de Maquiladores (AHM), le secteur des maquilas (conception textile et électronique) concentre près de 3,2 Mds USD de flux d'IDE. 2,5 Mds USD concernent des entreprises situées dans des zones franches, le reste dans les parcs industriels du pays. Les exportations du secteur des maquilas en 2018 ont atteint près de 4,3 Mds USD, soit 5% de plus qu'en 2017. 82,5% du total de ces exportations correspondent à des ventes du secteur textile et 90% de ces ventes ont pour destination les Etats-Unis, le reste étant à destination de l'Amérique centrale (Salvador et Nicaragua). Le secteur des maquilas compte 323 entreprises implantées au Honduras.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Au cours des huit premiers mois de 2019, les exportations de cacao ont atteint 5,8 M USD, soit une hausse de 48% par rapport à la même période en 2018. Elles avaient déjà augmenté de 19% en 2018 (par rapport à 2017) malgré la crise économique que connaît le pays.

L'Assemblée Nationale du Nicaragua approuve l'accord entre les gouvernements nicaraguayen et iranien sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Au mois de juillet, l'activité économique au Panama a enregistré une augmentation de 3,6% g.a., soit une accélération par rapport aux +3% enregistrés au mois de juin.

Sur les sept premiers mois de l'année, les exportations se sont établies à 422 M USD, soit une légère baisse de 1,3% par rapport à la même période l'année dernière.

Le canal de Panama est l'entité qui a le plus contribué aux recettes de l'Etat en 2018, avec 1,7 Md USD. Il est suivi de la Banque Nationale (140 M USD), la Loterie Nationale (124,1 M USD) et l'Autorité Maritime (121 M USD).

L'initiative qui vise à normaliser le système de la santé publique au Panama prévoit un investissement de l'Etat à hauteur de 6% du PIB pour la santé. En prenant comme référence le PIB nominal de 2018 (65 Mds USD), le secteur de la santé devrait recevoir un investissement d'au moins 3,9 Mds USD.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

Le Président a décidé le 29 août dernier de ne pas approuver la réforme de la loi sur les zones franches industrielles et commerciales. Celle-ci accordait des avantages fiscaux pour une période supplémentaire de 10 ans aux entreprises qui ont augmenté leurs investissements de 100% par rapport à ceux initialement prévus.

Après deux journées de travail avec les autorités salvadoriennes, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a défini ses secteurs d'intervention pour le Salvador pour les 5 prochaines années. Elle envisage notamment d'apporter des financements dans les domaines de l'éducation, de la petite enfance et de la sécurité. Pour rappel, en juillet dernier, l'Assemblée Législative a ratifié un prêt de 200 M USD de la BID visant à financer une partie du budget 2019, lequel s'élève à 6,7 Mds USD.

La chaîne d'électroménager La Curacao, du groupe salvadorien Unicomer, prévoit l'ouverture de 40 nouveaux points de ventes en Amérique centrale dans les prochains mois. L'entreprise est présente au Guatemala, au Salvador, au Honduras, au Nicaragua, au Costa Rica et en République dominicaine. Elle est passée de 93 magasins en 2000 à près de 320 aujourd'hui.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

La première entreprise allemande s'installe à Mariel : le 19 septembre dernier l'entreprise allemande PASI Mariel Service, S.A (PAMAS, S.A) a reçu l'autorisation de s'implanter dans la Zone Spéciale de Développement de Mariel pour la production et l'assemblage de produits de robinetterie industrielle et de circuits hydrauliques. Elle pourra exercer ses activités pour une durée de 30 ans. Avec cette nouvelle implantation, 48 entreprises sont désormais installées à Mariel, portant ainsi le nombre total de pays représentés à 21.

Cuba et la Russie ont tenu leur 17^{ème} Commission mixte Intergouvernementale le 20 septembre, présidée par le Vice-président du Conseil des Ministres cubain M. Ricardo Cabrisas. Dans ce cadre, plusieurs accords ont été signés visant à développer la coopération dans l'énergie, le transport et l'industrie, ainsi que la création d'entreprises mixtes (JV). Par ailleurs, le premier contrat d'exportation de produits cubains vers la Russie a également été signé, pour favoriser l'exportation de divers jus de fruits. En parallèle, a été inaugurée la Xème session du Comité d'entreprises Cuba-Russie, avec la participation de 50 entreprises cubaines lors la première *Exposition Cuba en Russie*, qui s'est tenue dans le plus grand centre d'exposition de la capitale russe. Cette foire commerciale marque le début des célébrations du sixième anniversaire, en 2020, des relations diplomatiques entre les deux pays.

Les banques commerciales ont gardé leurs portes fermées à Port-Au-Prince le 24 septembre à l'appel de l'association des banques haïtiennes, suite à l'incendie d'une agence bancaire le 23 septembre lors d'une manifestation. Plusieurs économistes considèrent que l'impact des manifestations sur le secteur bancaire pourrait aggraver la crise économique que connaît Haïti. Plusieurs incidents ont éclaté en Haïti depuis une quinzaine de jours, provoquant une paralysie de l'activité à Port-au-Prince.

La taxe sur les actifs du secteur financier devrait être abolie, selon le Ministre des Finances N. Clarke. Il avait annoncé la fin de cette taxe pour les acteurs économiques non-financiers en avril dernier. Cette taxe est vue par le ministre et le secteur privé comme un frein au crédit bancaire et à la croissance. Le ministre a considéré qu'il était encore trop tôt pour confirmer cette mesure pour le prochain budget, qui débutera en avril. L'abolition de cette taxe engendrera une perte de 14 M USD de recettes.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a octroyé une ligne de crédit de 50 millions USD à la Jamaïque pour les 25 prochaines années dans le cadre d'un programme visant à améliorer la productivité et l'innovation au sein du secteur privé du pays. Ce prêt a pour principal objectif de stimuler l'innovation, la croissance et l'entrepreneuriat afin de promouvoir une croissance durable et solide des startups et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Jamaïque.

Les échanges entre la République dominicaine et la Chine ont atteint 1,65 Md USD sur les 7 premiers mois de l'année, soit une augmentation de 33 %. Plus de 20 entreprises chinoises sont présentes en République dominicaine, via des filiales ou des représentations commerciales soit quatre fois plus qu'avant l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, en mai 2018. Les exportations chinoises vers la République dominicaine ont atteint 1,33 Md USD (+17 %). Les exportations dominicaines ont, elles, atteint 300 M USD, +253 %.

L'agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) et le ministère de l'énergie et des mines dominicain ont signé un accord de coopération. Il se caractérise par un don de 1,2 M USD, pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un terminal de gaz naturel liquéfié et d'une centrale électrique, à Manzanillo, dans la province de Montecristi. Cet accord intervient alors que la Chine avait manifesté son intérêt pour le développement de projets énergétiques ou d'infrastructures portuaires dans la baie de Manzanillo, après la formalisation des relations diplomatiques l'année dernière.

El Banco Popular Dominicano – 1^{ère} banque dominicaine – a signé les principes bancaires responsables de l'ONU, qui prévoient d'aligner stratégiquement leurs *business models* sur les objectifs de développement durable et sur l'accord de Paris.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.